

En 2025, 193 OQTF ont été expulsés en Vaucluse



La préfecture de Vaucluse vient de dévoiler le bilan des interpellations d'étrangers en situation irrégulière en Vaucluse en 2025.

L'an dernier, les forces de l'ordre ont procédé à l'interpellation de 1 069 étrangers en situation irrégulière dans le département. Ce chiffre est en hausse de 28% par rapport à 2024 et 2,5 fois et demi plus élevé qu'en 2019, année de référence avant Covid.

Dans le même temps, les services de l'Etat en Vaucluse ont pris 1 265 mesures d'éloignement, type Obligation de quitter le territoire français (OQTF), contre 891 en 2024 (+41%) et 645 en 2019 (+95%). Dans les faits, ces décisions ont abouti à l'expulsion de 193 étrangers l'an passé, contre 223 en 2024 (-14%) et 173 en 2019 (+12%).

« La diminution du nombre d'étrangers éloignés s'explique en grande partie par les difficultés d'identification et de délivrance de laissez-passer par les consulats », explique la préfecture de Vaucluse où une OQTF sur 6 est ainsi exécutée.

Ecrit par le 3 février 2026

Des profils 'sensibles'

Parmi les OQTF vauclusiens éloignés de France en 2025 figure notamment 40 étrangers en situation irrégulière, libérés du centre pénitentiaire du Pontet. Des individus au profil particulièrement sensible selon la préfecture de Vaucluse comme ce ressortissant algérien condamné à 20 ans de prison pour meurtre placé en centre de rétention puis expulsé après avoir purgé sa peine.

Autres profils : un ressortissant guinéen âgé de 20 ans suivi pour radicalisation et tentative d'assassinat pour laquelle il a été déclaré irresponsable ainsi que deux ressortissants marocains, l'un radicalisé et fiché 'S', l'autre, condamné 17 fois par la justice française pour un total de 15 ans de prison

Accentuation des contrôles sur les personnes en situation régulière

« L'accent a été aussi particulièrement mis sur l'expulsion d'étrangers en situation régulière représentant une menace grave pour l'ordre public, annonce la préfecture de Vaucluse. Ainsi, la délivrance ou le renouvellement des titres de séjour fait désormais l'objet d'un contrôle strict au regard des faits de délinquance. »

Quels pays européens expulsent le plus de ressortissants étrangers ?

Ecrit par le 3 février 2026



Interviewé récemment sur BFMTV, le ministre de la Justice Gérard Darmanin a suggéré la suppression la commission de magistrats chargée d'étudier les demandes d'OQTF émises par le gouvernement, afin d'expédier les procédures d'expulsion. Le garde des sceaux a également réitéré sa volonté de remettre en cause le droit du sol, et déclaré que le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, « a raison de vouloir expulser des gens (...) qui crachent sur la France ». Ces déclarations interviennent quelques jours après l'annulation par la justice administrative de l'expulsion de l'influenceur algérien Boualem Naman, dit « Doualemn », qui vit légalement en France.

D'après les données d'[Eurostat](#), la France est le deuxième pays européen (voir graphique ci-dessous) ayant procédé au plus grand nombre d'expulsions de ressortissants étrangers en 2023 : 12 170, soit 11 % du total des renvois de l'Union européenne, derrière l'Allemagne, avec un peu près de 15 500 renvois (14 % du total de l'UE), et devant la Suède, avec un peu plus de 10 000 (9,3 %).

Avec près de 167 000 dossiers déposés en 2023, dont 145 000 nouveaux dossiers, la France était également le deuxième pays ayant reçu le plus de [demandes d'asile](#) en Europe, derrière l'Allemagne (351 510). La Suède, Chypre et la Pologne, entre autres, se distinguent quant à elles par un nombre élevé d'expulsions en rapport aux flux de demandeurs d'asile.

De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

Ecrit par le 3 février 2026

Quels pays européens expulsent le plus de personnes ?

Ressortissants étrangers expulsés en 2023 suite à une obligation de quitter le territoire d'un pays de l'UE/AELE

■ Nombre de personnes expulsées ● Nombre de demandeurs d'asile

Allemagne	15 445	351 510
France	12 170	166 880
Suède	10 330	17 010
Chypre	7 775	11 910
Autriche	7 505	59 210
Pologne	6 880	9 475
Pays-Bas	6 855	39 710
Croatie	6 800	1 750
Espagne	5 995	162 420
Grèce	5 845	64 225
Hongrie	4 320	30
Lituanie	3 450	575
Italie	3 275	135 820
Roumanie	2 700	10 095
Suisse	2 305	30 110
Belgique	2 275	35 160
Norvège	2 055	5 350
Lettonie	2 020	1 700
Finlande	1 455	5 335
Danemark	1 390	2 455
Monténégro	1 200	145
Estonie	1 030	3 985
Malte	920	855
République tchèque	610	1 405
Bulgarie	535	22 510
Portugal	370	2 695
Slovénie	355	7 260
Slovaquie	315	410
Irlande	290	13 275
Luxembourg	265	2 685

L'Islande et le Liechtenstein n'ont pas enregistré d'expulsions en 2023.

Source : Eurostat



statista

Ecrit par le 3 février 2026

Cliquer sur l'image pour l'agrandir.

Les procédures d'expulsion explosent en France

Ecrit par le 3 février 2026

Les procédures d'expulsion explosent en France

Nombre de ménages expulsés de leur logement entre 2004 et 2023



Source : Ministère de la Justice, via Fondation Abbé Pierre



statista

La trêve hivernale, qui s'applique chaque année du 1^{er} novembre au 31 mars, vient de se terminer. Durant cette période, qui correspond aux mois les plus froids, les locataires ne peuvent pas être expulsés de leur logement, mais les expulsions ont donc pu reprendre lundi. Dans un [communiqué](#) publié la semaine dernière, la Fondation Abbé Pierre, qui a pour mission de faciliter l'accès de tous à un logement décent et à une vie digne, met en garde quant à une possible forte augmentation des expulsions



Ecrit par le 3 février 2026

cette année, alors qu'elles avaient déjà atteint des records en 2023.

La Fondation Abbé Pierre estime qu'environ 140 000 personnes en France sont actuellement menacées d'expulsion, et souligne que celles-ci pourraient s'ajouter au nombre déjà élevé de personnes sans domicile fixe (330 000), et aux 2,6 millions de demandeurs de logement social.

Comme le montre notre infographie, basée sur des données du Ministère de la Justice compilées par la [Fondation Abbé Pierre](#), le nombre d'expulsions en France a presque triplé en vingt ans, pour atteindre 21 500 l'an dernier. Dans un contexte de « précarisation croissante des ménages », alors que plus de 9,1 millions de Français vivaient en dessous du seuil de pauvreté en 2021, la fondation, dans son communiqué, « appelle l'État à inverser la tendance et adopter une politique volontariste en matière de prévention des expulsions, de production et d'accès au logement afin de protéger les personnes les plus précaires ».

De Valentine Fourreau pour Statista